

Alberto PRECI

Prodig UMR 8586

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

F-93300

alberto.preci@univ-paris1.fr

La place du Chaco et de la Patagonie dans le processus de construction de l'État-nation argentin (XIX^{ème} siècle)

Résumé. — Faute d'une langue, d'une religion ou d'une ethnie qui puisse servir de liant pour donner un corps à la Confédération argentine fraîchement constituée, les élites politico-économiques au pouvoir ont, tout au long du XIX^{ème} siècle, misé sur le territoire pour bâtir ce jeune État-nation. Dans ce texte, nous proposons d'analyser ce processus de formation et de consolidation en insistant sur le rôle de protagoniste joué par les marges spatiales et sociales du pays. Paradoxalement, ces marges considérées comme des « déserts » (et les populations qui y habitaient comme des « barbares »), ont constitué le substrat nécessaire pour la consolidation du récit fondateur de l'Argentine moderne.

Mots clés. — État-nation, Argentine, identité, désert, peuples indigènes. Alberto Preci, *Les Cahiers d'AGORA*

The place of Chaco and Patagonia in the construction process of the Argentine nation-state

Abstract. — In the absence of a language, religion or ethnic group that to shape the newly-formed Argentine Confederation, throughout the 19th century, the political and economic elites in power invested in the territory to build the young nation state. In this article, we intend to analyze its constitution and consolidation by focusing on the central role of the spatial and social margins of the country. Paradoxically, these margins (considered as “deserts”) and the populations who lived there (seen as "barbarians"), set the foundations for the consolidation of the founding narrative of modern Argentina.

Keywords. — Nation-state, Argentine, identity, desert, indigenous peoples. Alberto Preci,
Les Cahiers d'AGORA.

En paraphrasant l'appel à communications de la journée d'études « L'État et son territoire depuis l'antiquité : construction, déconstruction, et reconstruction », il est légitime d'affirmer que toute construction politique – s'inscrivant dans la matrice État-nation-territoire – repose sur un ancrage géographique qui se construit sur le temps long. Pour l'étude de ce processus de recherche d'une « conscience spatiale partagée¹ » sur laquelle ancrer et fonder la Nation, et de délimitation d'un territoire sur lequel bâtir l'État, l'Argentine constitue un cas extrêmement intéressant. Non seulement parce que l'identification – au sens du processus de construction de l'identité nationale² – de la Nation argentine est née de son organisation même³, mais aussi parce que l'État argentin – au sens d'un appareil institutionnel d'administration et gestion de la citoyenneté – a pris forme et substance au fur et à mesure que les territoires encore sous contrôle des peuples indigènes⁴ à la fin du XIX^{ème} siècle étaient conquis et annexés.

S'ajoute à cela qu'au moment de se distinguer et de s'affirmer parmi les pays qui avaient gagné leur indépendance face à la Couronne espagnole au début du XIX^{ème} siècle, l'Argentine est celui qui à l'échelle de l'Amérique latine a le plus insisté sur la composante territoriale afin de développer son identité nationale, susceptible de rassembler une population davantage attachée à son appartenance provinciale⁵. C'est d'ailleurs pourquoi M. Quijada a parlé d'une « alchimie de la terre⁶ » en ce sens que le territoire est le seul élément que tous les Argentins partagent, qu'ils soient indigènes, *gauchos* ou européens.

En 1957, René Marill Albérès expliquait que l'Argentine « est fondée par la volonté des hommes plus que par l'habitude. Elle ne repose pas sur la langue, ni sur une tradition : tous les voisins de l'Argentine parlent espagnol, les traditions sont à la fois récentes et, dans

¹ GUERMOND Yves, « L'identité territoriale : l'ambiguïté d'un concept géographique », in *L'Espace géographique*, t. 35, vol. 4, 2006, p. 291-297.

² DI MÉO Guy, « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités », in *Annales de Géographie*, t. 113, n° 638-639, 2004, p. 339-362.

³ ALBÉRÈS René Marill, *Argentine : un monde, une ville*, Paris, Hachette, 1957, p. 195.

⁴ En Amérique latine, le terme « indigènes » est utilisé communément pour désigner les personnes d'ascendance amérindienne. Pour des raisons historiques liées aux stigmates du statut de l'indigénat, le terme « autochtone » lui est généralement préféré dans la littérature spécialisée en France. S'il s'agit d'un terme pouvant prêter à polémique lorsqu'il est utilisé comme concept scientifique, nous l'employons comme catégorie politique d'usage courant, utilisée par les acteurs sociaux pour désigner et/ou revendiquer une appartenance ethno-historique. C'est moins le caractère statistique que celui éminemment politique du concept qui nous intéresse, renvoyant à la revendication d'une identité longtemps marginalisée par la société dominante.

⁵ CHIARAMONTE José Carlos, « Formas de identidad en el Río de la Plata luego de 1810 », in *Boletín del Instituto de Historia Argentina y Americana Dr. E. Ravignani*, n° 3/1, 1989.

⁶ QUIJADA Monica, « Nación y territorio : la dimensión simbólica del espacio en la construcción nacional argentina, siglo XIX », in *Revista de Indias*, vol. 60, n° 219, 2000, p. 373-394.

une évolution fiévreuse, vite dépassées⁷ ». Contrairement à d'autres pays d'Amérique latine et faute d'autres prétextes disponibles, pour l'élite politique argentine le territoire est très rapidement devenu le principal élément fondateur de l'identité nationale. Il a constitué le socle sur lequel ce pays a été bâti. En effet, au moment de sa conformation l'Argentine n'avait pas un profil manifestement catholique, ce qui empêchait les élites de faire appel à une foi unificatrice et traditionnelle. Les pères fondateurs de la Nation ne pouvaient pas non plus s'attacher à l'unité linguistique puisque le castillan était la langue la plus répandue d'un extrême à l'autre du continent. De même, il n'était pas possible de rebondir sur un passé colonial caractérisé par le métissage, en valorisant les origines précolombiennes de la population. Enfin, étant donné le morcellement administratif et l'organisation territoriale en provinces autonomes les unes des autres au temps de la domination espagnole, un discours ethnique fondé sur une supposée « argentinité » développée avant la première moitié du XIX^{ème} siècle n'aurait pas été efficace⁸.

Au vu de cette exemplarité argentine, dans ce texte nous proposons d'analyser les conditions, les critères et le contexte particulier de la construction « *ex-novo*⁹ » de l'État-nation argentin par l'élite dominante. D'une part, il s'agira d'étudier la place du territoire dans ce processus dynamique de construction, en insistant davantage sur son rôle de liant ou bien de solvant social. D'autre part, cela nous amènera à réfléchir à la dimension géographique de l'identité argentine, cherchant à appréhender dans quelle mesure le territoire l'a façonnée. Dans cette perspective, un intérêt particulier sera porté au traitement discursif réservé aux peuples indigènes par le récit hégémonique ainsi qu'à la manière dont leurs territoires ont été représentés tant sur un plan discursif que par la cartographie officielle afin de construire une identité nationale excluante.

Pour répondre à ces interrogatifs, nous questionnerons la place que les marges territoriales du pays – et par conséquent les populations indigènes qui y habitaient – ont joué dans la construction de l'État-nation argentin au cours du XIX^{ème} siècle. Les aires marginales du Chaco et de la Patagonie ont été représentées comme des « territoires indigènes », les indigènes étant en Argentine une présence invisible, mais en même temps constitutive des

⁷ ALBÉRÈS René Marill, *op. cit.*

⁸ BOHOSLAVSKY Ernesto, « Territorio y nacionalismo en Argentina. 1880-1980 : del espacio al cuerpo nacional », in *Encuentro de latinoamericanistas Españoles*, halshs-00104225, 2006.

⁹ OSZLAK Oscar, *La formación del Estado argentino. Origen, progreso y Desarrollo nacional*, Grupo editorial Planeta, 1997.

constructions hégémoniques d'identité. Ainsi, l'hypothèse qui sera défendue relève d'un paradoxe majeur : tout en étant considérées comme des espaces « sauvages », « barbares » et « vides », les marges ont servi les intérêts de l'élite politico-économique au pouvoir, en constituant le substrat matériel de la consolidation du récit fondateur de l'Argentine moderne.

Dans un premier temps, nous chercherons à rendre compte brièvement du complexe contexte social et historique au sein duquel s'est imposée la nécessité de définir un territoire et de délimiter ses frontières afin de créer une Argentine « moderne ». Ensuite, nous nous pencherons sur le couple dichotomique « civilisation-barbarie » sur lequel repose le récit identitaire argentin, ainsi que sur le terme indissociable de « désert », qui témoigne d'un véritable programme politique. Enfin, à l'aide de plusieurs représentations cartographiques officielles produites au cours de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, nous montrerons que les marges ont joué un rôle fondamental dans la consolidation de la matrice État-nation-territoire.

Deux Argentines pour un État, une nation et un territoire

En Argentine les insurrections culminant avec la Révolution de mai 1810 et la destitution du Vice-Roi amenèrent à la formation d'une entité politique nommée Provinces Unies du Rio de la Plata, qui se déclara indépendante en 1816. Mais l'indépendance et la fin de la guerre contre l'armée espagnole, loin de constituer un aboutissement, marquèrent le début d'une guerre interne pour la détermination du nouvel ordre politique à adopter. Ces « guerres fédérales » témoignaient essentiellement de l'opposition des Provinces de l'intérieur aux aspirations hégémoniques de Buenos Aires. À grands traits, bien que certaines Provinces se soient alliées de manière ponctuelle avec la capitale contre les autres en espérant en tirer des avantages politiques, dans ces luttes intestines s'affrontaient le littoral et l'intérieur, les unitaires et les fédéralistes. Les premiers défendaient la nécessité urgente de se donner une Constitution et prônaient la formation et l'unification des territoires des Provinces sous l'égide de Buenos Aires. Les fédéralistes, eux, luttaient en faveur d'un modèle égalitaire représentatif de toutes les Provinces qui ne soit pas centré sur Buenos Aires. Ils revendiquaient de plus la nécessité d'une période préalable à la rédaction de la Constitution nationale, pendant laquelle toute Province aurait pu se donner une constitution autonome¹⁰.

¹⁰ OSZLAK Oscar, « Reflexiones sobre la formación del Estado y la construcción de la sociedad argentina », in *Desarrollo Económico*, vol. 21, n° 84, 1982.

Après leur victoire à la bataille de Cepeda en 1820, les fédéralistes prirent le pouvoir, et commença la « Période des autonomies provinciales ». Pendant plusieurs décennies le pays fut soumis à de luttes intestines entre les différents « *caudillos* », sortes de chefs de guerre provinciaux, qui dirigeaient des armées particulières et gouvernaient leurs provinces respectives tout en menant des guerres avec leurs voisins pour annexer de nouveaux territoires¹¹. Dans ce contexte politique extrêmement violent et agité, le général Juan Manuel de Rosas prit le pouvoir en 1829 dans la capitale Buenos Aires tout en prônant, paradoxalement, un modèle d'État fédéral. Il mena entre 1829 et 1832 une première campagne militaire en Patagonie où il affronta certains groupes indigènes tandis qu'il négociait avec d'autres pour faire progresser la limite méridionale de la Province de Buenos Aires. Après avoir terminé son premier mandat, il reprit le pouvoir en 1835 et gouverna jusqu'en 1852 date de sa défaite à la bataille de Caseros¹². Durant ces vingt années, l'Argentine fut traversée par des guerres internes mais aussi impliquée dans d'autres contre les pays voisins et des puissances étrangères.

Cette longue période de guerres plus ou moins intestines qui perdurait depuis la Révolution de mai 1810 culmina en 1853 avec l'approbation de la première Constitution et la naissance de la Confédération argentine dont le territoire s'étalait sur une surface bien moindre qu'actuellement (figure 01). Pendant les décennies écoulées depuis son indépendance l'Argentine n'avait été qu'une vague référence politique et territoriale qui certes était reconnue depuis l'extérieur mais qui, en même temps, souffrait à l'intérieur de l'absence d'un appareil étatique efficace et capable de centraliser le pouvoir en imposant des lois à un ensemble très hétérogène d'entités autonomes. En revanche, la nouvelle Confédération argentine était formée par l'ensemble des quinze Provinces, à l'exception de Buenos Aires qui les rejoignit en 1862. Très inspirée par les principes proposés par Juan Bautista Alberdi¹³, le texte constitutionnel reconnaissait un degré d'autonomie important aux Provinces en même temps qu'il octroyait la centralité politique à Buenos Aires, dans le but de trouver un équilibre

¹¹ Pour mieux appréhender le phénomène du « *caudillismo* » et la figure du *caudillo* provincial, se référer à LUNA Felix, *Los caudillos*, Buenos Aires, Grupo editorial Planeta, 1988.

¹² Pour plus d'informations sur les événements et la chronologie des guerres internes qui caractérisèrent l'Argentine du XIX^{ème} siècle, consulter : PAZ Gustavo, *Las guerras civiles*, Buenos Aires, EUDEBA, 2010 ; LUNA Felix, *Conflictos y armonías en la historia argentina*, Buenos Aires, Grupo editorial Planeta, 1980.

¹³ ALBERDI Juan Bautista, *Bases y puntos de partida para la organización política de la Republica Argentina*, Buenos Aires, Biblioteca del Congreso de la Nación, 1852.

combinant l'équité pour les Provinces et la représentation de la population, majoritairement concentrée dans la capitale.



Figure 01. Carte du territoire de la République argentine en 1867¹⁴

Néanmoins, les grandes étendues qui se trouvaient au Nord et au Sud étaient encore sous le contrôle des populations indigènes. C'est pourquoi elles furent symboliquement annexées en 1862 par la Loi 28 « qui déclare nationaux les territoires au-delà des limites provinciales ». Au moyen de cette loi le Congrès déclarait que tout territoire existant en dehors des limites ou des possessions des Provinces était désormais de propriété de l'État national. Ainsi, ce dernier procédait à l'annexion fictive de ces territoires en y imposait sa souveraineté. Cette appropriation sur le papier transformait un potentiel conflit avec des groupes indigènes au

¹⁴ Réalisée en 1934 sur la base des cartes de Victor Martin de Moussy, celle-ci montre en jaune clair les territoires du Chaco, de la Pampa et de la Patagonie qui en 1867 étaient encore sous contrôle de différents peuples indigènes. Des couleurs variées identifient les quinze provinces coloniales et en jaune foncé les pays voisins. La carte témoigne de la surface relativement réduite occupée par la Confédération argentine au moment de sa constitution.

sujet de l'autonomie de leurs territoires en une question de frontières internes, que l'État se devait de régler en son sein¹⁵.

D'un point de vue spatial la fracture qui sépare ces « deux Argentines », coloniale et indigène, du littoral et de l'intérieur, découle en partie de la position stratégiquement avantageuse de la ville de Buenos Aires vis-à-vis des Provinces plus enclavées. Or, cette fracture s'est avant tout construite comme historico-politique. Elle sépare la capitale-port des provinces de l'« intérieur », terme générique employé localement pour identifier tout espace extérieur à l'aire d'influence immédiate de Buenos Aires¹⁶. Pour la rhétorique dominante en Argentine à un centre politiquement et économiquement dynamique fait écho un intérieur arriéré, dépendant de la capitale en tout domaine. À titre d'exemple, citons P. Denis qui dans sa description de l'Argentine du début du XX^{ème} siècle opérait une distinction entre le littoral et l'intérieur : « tout distinguait l'une de l'autre les deux Argentines : le sang aussi bien que le milieu physique ; la race indigène, éliminée sur la côte, s'était intimement mélangée à la race conquérante dans l'intérieur¹⁷ ».

Le pays a donc été construit sur un modèle centre-périphérie où la capitale fédérale représente le pouvoir politique, fonctionne comme centre d'ordonnement des principales activités économiques, et centralise l'administration du territoire. Au contraire, l'intérieur est synonyme d'arriération et d'isolement. À cela s'ajoute que selon le récit nationaliste on ne trouve point d'indigènes dans la capitale ni sur le littoral, tandis qu'ils se concentrent dans l'intérieur. Cette distribution socio-spatiale de la population constitue une distinction fondatrice pour la nation argentine.

Malgré cette fracture et les différences idéologiques entre fédéralistes et unitaires, les élites politiques trouvèrent une façon de s'accorder sur la nécessité de contrôler les masses populaires qui depuis une quarantaine d'années étaient mobilisées dans les guerres fédérales¹⁸. Afin d'éviter, ou pour le moins de limiter, tout conflit interne susceptible d'éclater elles attirèrent l'attention des masses sur le « problème indigène ». Ainsi, toutes les populations qui

¹⁵ BENEDETTI Alejandro, SALIZZI Esteban, « Fronteras en la construcción del territorio argentino », in *Revista colombiana de geografía*, vol. 23, n° 2, 2014, p. 121-138.

¹⁶ SEGATO Rita, *La Nación y sus otros. Raza, etnicidad y diversidad religiosa en tiempos de Políticas de la Identidad*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2007.

¹⁷ DENIS Pierre, *La République argentine. La mise en valeur du pays*, Paris, Armand Colin, 1920.

¹⁸ GROSSO Jorge Luis, *Indios muertos, Negros invisibles. Hegemonía, Identidad y Añoranza*, Córdoba, Encuentro Grupo Editor, 2008.

habitaient en dehors des « frontières internes » de l'État-nation argentin furent soumises à un processus d'« indianisation¹⁹ ». En ce sens, avec la catégorie d'« indien », et plus tard d'« indigène », furent progressivement identifiées les populations qui habitaient les territoires situés en dehors des frontières de la Confédération argentine tout autant que les paysans métissés insurgés qui avaient participé aux campagnes militaires provinciales, connues aussi sous le nom de « *montoneras*²⁰ ». En dépit du flou qui entourait la catégorie d'« indien²¹ », les élites au pouvoir réussirent à transformer la présence indigène en un problème urgent pour l'État-nation, dont la solution reposait sur l'affirmation d'un pouvoir centralisateur²², et sur la conquête de ces territoires marginaux pour les soumettre à ce pouvoir.

De là résulte que si la fracture port/intérieur, ou centre/périphérie était le reflet de l'opposition entre les unitaires et les fédéralistes, elle reposait surtout sur la volonté d'exclure les indigènes du projet de citoyenneté de l'État-nation qui venait tout juste de naître et devait dorénavant se forger. D'après les principales figures politiques argentines du XIX^{ème} siècle, cette fracture pouvait être interprétée comme une opposition « civilisation/barbarie²³ ». Au terme de « civilisation » qui portait en lui la charge hiérarchique des Lumières et du positivisme, on opposait celui de « barbarie », utilisé pour identifier les indigènes restés aux marges de l'évolution²⁴.

Ainsi, Juan Bautista Alberdi écrit qu'en Amérique « tout ce qui n'est pas européen est barbare, c'est la seule division qui compte : d'une part l'Indien, c'est-à-dire le sauvage, et de

¹⁹ BERNABÉU Salvador, GIUDICELLI Christophe, HAVARD Gilles (dir.), *La indianización. Cautivos, renegados, misioneros y « hombres libres » en los confines americanos (Siglos XVI-XVIII)*, Madrid, Doce Calles, 2013.

²⁰ Le terme « *montoneras* » fait référence au fait que les attaques étaient menées « en *montón* » c'est-à-dire de surprise et sans aucune discipline militaire, à l'instar des incursions des indigènes sur la frontière méridionale.

²¹ Au fur et à mesure que les frontières nationales avançaient ou reculaient la limite de l'indianité se déplaçait avec elles. La catégorie d'« indien » se reformulait constamment, donnant vie à chaque fois à un amalgame homogène servant à la stigmatisation des populations rurales frontalières.

²² OSZLAK Oscar, *op. cit.*

²³ SARMIENTO Domingo Faustino, *Facundo. Civilización y barbarie*, Santiago de Chile, Imprenta del progreso, 1845 ; ALBERDI Juan Bautista, *op. cit.*

²⁴ QUIJADA Monica, « La question indienne », in *Cahiers internationaux de Sociologie*, n° 105, 1998, p. 305-323 ; TRINCHERO Hector Hugo, VALVERDE Sebastian, « De la « guerra con el indio » a los pueblos originarios como sujetos sociales y políticos : del Centenario al Bicentenario argentino », in Trinchero Hector Hugo, Campos Muñoz Luis, Valverde Sebastian (dir.), *Pueblos indígenas, Estados nacionales y fronteras. Tensiones y paradojas de los procesos de transición contemporáneos en América Latina*, t. 1, Buenos Aires, Editorial de la Facultad de Filosofía y Letras Universidad de Buenos Aires, 2014, p. 175-222.

l'autre l'Européen, c'est-à-dire nous, ceux qui sont nés en Amérique et parlent espagnol, qui croient en Christ au lieu des dieux indiens²⁵ ». Selon cette perspective, si « civilisation » s'avérait être un synonyme du progrès social et de la croissance économique représentés par l'Europe, « barbarie » faisait plutôt référence à la présence d'indigènes, perçus comme un frein à l'épanouissement de la civilisation en Amérique latine. Les barbares étaient alors construits par la rhétorique dominante comme les « autres » en fonction desquels se définissait la civilisation. Les indigènes constituaient l'altérité dont la jeune Nation argentine avait besoin pour se construire.

D'après deux hommes politiques comme Diego Faustino Sarmiento et Juan Bautista Alberdi qui expriment et résument les opinions les plus courantes dans la phase de formation de la République argentine, il n'y avait pas de place dans la Nation argentine pour les indigènes au moment où elle était encore en phase de gestation. Mais une place dans le nouvel État-nation argentin en pleine formation n'était pas non plus assurée pour les *gauchos*²⁶. Au début du XX^{ème} siècle on considérait encore que ceux-ci ne possédaient « aucune des qualités nécessaires à la civilisation et au progrès. Ces métis ont hérité de leurs ancêtres espagnols la fierté qui leur fait mépriser tout travail manuel, et de leurs mères indiennes nomades la tendance à la paresse et à la vie vagabonde²⁷ ».

Ce mépris pour les populations de l'intérieur, qu'elles soient indigènes ou métisses, témoigne de ce que malgré les différentes conceptions de la Nation, en Argentine tout type de nationalisme concourait moins à la création d'un idéal d'unification nationale qu'à celle d'une « mythologie de l'exclusion ». En ce sens, « toute fiction fondatrice de la Nation argentine se construisait sur l'exclusion d'une partie de la population²⁸ ». D'où la position paradoxale des territoires dites « indigènes », mis à l'écart par une élite qui se revendiquait comme blanche et moderne sous prétexte de leur arriération et de la « sauvagerie » des populations qui les habitaient, mais dont l'existence était en même temps cruciale pour que cette même élite

²⁵ ALBERDI Juan Bautista, *op. cit.*, p. 38.

²⁶ Le terme « *gauchos* » désormais désuet, était très en vogue à l'époque. Il était notamment employé pour identifier les populations métissées de l'intérieur qui avaient joué un rôle central dans les guerres intestines ayant troublé l'Argentine jusqu'aux années 1850. Pour plus d'informations se référer à DASSO Maria Cristina, « Memorias y representaciones sobre el criollo del chaco argentino », in *Confluente*, vol. 2, n° 2, 2010, p. 236-253.

²⁷ ARENT Albert, « La République argentine d'aujourd'hui et son avenir », in *Le Globe. Revue genevoise de géographie*, t. 44, 1905, p. 93-113.

²⁸ SHUMWAY Nicolas, *La invención de la Argentina. Historia de una idea*, Buenos Aires, Emecé, 1993.

puisse imposer non seulement un récit identitaire à son avantage, mais aussi un modèle d'État susceptible d'accentuer son pouvoir économique et politique.

Le désert : entre marges et cœur de la Nation

Le couple dichotomique civilisés-barbares se territorialise davantage à partir des écrits de Domingo Faustino Sarmiento qui parle d'une « lutte entre la civilisation et la barbarie, entre la ville et le désert » et selon lequel « les villes argentines se doivent de revendiquer gloire et civilisation lorsqu'elles sont soumises à l'avancée de la barbarie qui avance depuis l'intérieur²⁹ ». Ce faisant, Domingo Faustino Sarmiento comme ensuite Juan Baustista Alberdi transforment ce qui était en principe une fracture spatiale en une fracture sociale. L'un et l'autre identifient l'intérieur, au sens des territoires habités par des peuples indigènes, comme l'espace de la barbarie, et ils lui opposent les villes comme espace de la civilisation³⁰. Par une approche déterministe selon laquelle la « désolation³¹ » de l'intérieur serait la cause principale de l'arriération de l'Argentine et des populations qui y vivent, ils développent un discours de hiérarchisation et de stigmatisation de l'intérieur qui se traduit par un projet politico-militaire de conquête, visant à la disparition ou à l'assimilation des indigènes. Selon ces idéologues, l'accomplissement de ce projet amènerait à la fixation définitive des frontières nationales, nécessaires pour donner forme au jeune État-nation.

Dès lors, comme l'affirme Juan Bautista Alberdi, « aujourd'hui même, sous l'indépendance, l'indigène ne fait pas partie de notre société politique et civile³² ». La construction de l'État tout comme celle de la Nation, est alors posée dans les termes d'une controverse sociale qui oppose la civilisation à la barbarie, les Argentins d'origine européenne aux populations indigènes. Mais cette controverse est surtout spatiale opposant les provinces coloniales à l'intérieur, un espace aménagé selon les critères occidentaux aux territoires ruraux et sous contrôle indigène. Clivages spatial et social se superposent. La civilisation se définit par un gradient de centralité qui présente des degrés d'altérité croissants au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre vers les marges du pays, vers ces espaces reculés et

²⁹ SARMIENTO Diego Faustino, *op. cit.*, p. 30.

³⁰ WRIGHT Pablo, « El Desierto del Chaco. Geografías de la alteridad y el estado », in Teruel A., Jerez O. (dir.), *Pasado y presente de un mundo postergado : estudios de antropología, historia y arqueología del Chaco y Pedemonte Surandino*, Jujuy, Universidad Nacional de Jujuy, 1998, p. 35-56.

³¹ ALBERDI Juan Bautista, *op. cit.*

³² *Ibid.*, p. 21.

d'accès difficile où se concentrent les indigènes. Selon le récit dominant, ces « barbares » vivent dans des « déserts », dans un état présocial – au sens hobbesien du terme – et autrement que le reste de la société nationale.

Ce terme de « désert » fut employé avant tout pour « vider » l'intérieur de sa population. S'il est vrai que dans une certaine mesure il faisait également référence à la méconnaissance de l'intérieur de la part des institutions³³, il est encore plus vrai qu'il ne s'agissait pas d'un vide de ressources, d'un désert au sens biogéographique mais d'un vide de « civilisation ». C'était l'absence de population d'origine européenne qui transformait l'intérieur en un désert³⁴. Au travers cette métaphore, les territoires soumis à des logiques d'organisation sociale et politique différentes de celles portées par l'État-nation furent adaptées à la vision du monde, aux critères et au langage européens³⁵. Le désert se constitue comme l'espace de vie des Autres par rapport auxquels se définit la Nation. Il n'y a pas ou presque d'interaction entre ces Autres et le reste de la société, qui tout en étant fracturée en son sein, trouve dans l'altérité indigène un liant qui lui permet de se donner une forme, de trouver des bases communes et partagées.

« Désert » devint alors un terme géopolitique qui permit à la « modernité civilisatrice » d'identifier les espaces non encore soumis au contrôle étatique, et donc vides de civilisation³⁶. Selon le récit dominant, le désert, l'oisiveté, la chasse et la nudité propres au monde indigène constituaient l'autre face de la médaille de la civilisation et permettaient de mesurer la distance culturelle qui existait entre barbares et civilisés³⁷. Pour Domingo Faustino Sarmiento, remplir ce vide et lutter contre le désert constituait un programme de civilisation : « il était question d'être ou non barbare³⁸ ». Par ailleurs, du fait de l'emploi de ce terme les relations

³³ LOIS Carla, « Desierto y territorio : imágenes decimonónicas del gran Chaco argentino », in *Mundo de antes*, n° 2, 2001, p. 97-117 ; LUCAIOLI Carina, « Alianzas y estrategias de los líderes indígenas abipones en un espacio fronterizo colonial (Chaco, siglo XVIII) », in *Revista Española de Antropología Americana*, vol. 39, n° 1, 2009, p. 77-96.

³⁴ LOIS Carla, « La invención del desierto chaqueño. Una aproximación a las formas de apropiación simbólica de los territorios del Chaco en los tiempos de formación y consolidación del Estado-nación argentino », in *Scripta Nova*, n° 38, 1999.

³⁵ ZUSMAN Perla, « Desierto, civilización, progreso. La geografía del Gran Chaco y el proyecto político territorial de la formación del Estado argentino », in *Eria*, n° 51, 2000, p. 60-67 ; GALLUCCI Lisandro, « La extensión del federalismo sobre el desierto argentino. Los debates parlamentarios en la sanción de la Ley de Territorios Nacionales (1884) », in *Anuario de Estudios Americanos*, vol. 72, n° 2, 2015, p. 693-722.

³⁶ GROSSO Jorge Luis, *op. cit.*

³⁷ WRIGHT Pablo, « Colonización del espacio, la palabra y el cuerpo en el chaco argentino », in *Horizontes antropológicos*, n° 19, 2003, p. 137-152.

³⁸ SARMIENTO Diego Faustino, *op. cit.*, p. 42.

interethniques qui caractérisaient ces espaces frontaliers depuis l'époque coloniale furent effacés³⁹, transformant les frontières avec les territoires sous contrôle indigène en autant de barrières « entre le tout et le néant⁴⁰ ».

Deuxièmement, l'emploi du terme « désert » témoigne d'une volonté des hommes politiques et des élites institutionnelles de vider l'intérieur pour légitimer son accaparement⁴¹. De par la rhétorique du désert, les terres de l'intérieur se constituaient comme de *no man's land*, sans propriétaires, propice à l'expansion de la civilisation et donc disponibles pour une appropriation⁴². Cependant, et paradoxalement, si l'intérieur était représenté comme un désert en termes de civilisation, il constituait également un éden en raison des ressources naturelles et des terres fertiles qui s'y trouvaient⁴³. Jouant de cette ambiguïté de la Patagonie et du Chaco qui étaient des déserts et donc des espaces abandonnés, appauvris, improductifs et dangereux, et en même temps de grandes étendues abritant des richesses naturelles susceptibles de créer des rentes, l'élite politico-économique s'appuyait sur l'imaginaire du désert pour stimuler la « mise en valeur⁴⁴ » de l'intérieur.

La richesse inexploitée – et donc à exploiter – était un leitmotiv très courant dans les récits de voyage et les journaux de bord des explorateurs qui arpentèrent ces territoires tout au long du XIX^{ème} siècle⁴⁵. Leurs expéditions alimentaient une propagande institutionnelle tournée vers l'international, cherchant à fournir une description de ces déserts comme de terres vierges, vouées à susciter les convoitises d'investisseurs étrangers et de colons agricoles

³⁹ BOCCARA Guillaume, « Génesis y estructura de los complejos fronterizos euro-indígenas. Repensando los márgenes americanos a partir (y más allá) de la obra de Nathan Wachtel », in *Memoria Americana*, vol. 13, 2005, p. 21-52 ; LUCAIOLI Carina, NACUZZI Lidia, *Fronteras. Espacios de interacción en las tierras bajas del sur de América*, Buenos Aires, Sociedad Argentina de Antropología, 2010.

⁴⁰ QUIJADA Monica, 1998, *op. cit.*

⁴¹ ZUSMAN Perla, 2000, *op. cit.* ; VELUT Sébastien, « L'Argentine : identité nationale et mondialisation », in *Annales de Géographie*, t. 113, n° 638-639, 2004, p. 489-510.

⁴² NAVARRO FLORIA Pedro, « La construction des territoires nationaux latino-américains vue depuis leurs marges », in *Amérique Latine. Histoire et Mémoire*, Les cahiers ALHIM, n° 16, 2008.

⁴³ LOIS Carla, 1999, *op. cit.*

⁴⁴ L'usage de l'expression « mise en valeur », très en vogue durant la période coloniale notamment en France, fait ici écho à la thèse de DENIS Pierre, *op. cit.* L'auteur y défend la nécessité de la mise en production, par l'agriculture et l'élevage, des grandes étendues encore à l'écart des principaux axes de développement économique du pays.

⁴⁵ ARENALES José, *Noticias históricas y descriptivas sobre el gran país del Chaco y río Bermejo ; con observaciones relativas a un plan de navegación y colonización que se propone*, Montevideo, Departamento telegráfico, 1849 ; JACQUES Amédée, *Excursion au río-Salado et dans le Chaco. Confédération argentine*, Paris, Imprimerie de Pillot fils aîné, 1857 ; FONTANA José Luis, *El Gran Chaco*, Buenos Aires, Ostwald y Martínez, 1881 ; DE LA SERNA Guillermo, *1500 kilómetros a lomo de mula. Expedición Victorica al Chaco (1884-1885)*, Buenos Aires, Imprenta López, 1930.

d'origine européenne pour qu'elles soient mises en valeur. Dès lors, le désert se constitua en une « image-programme » dont la charge politique consistait à transmettre l'idée d'un territoire « à féconder et à transformer⁴⁶ ».

En troisième lieu, l'emploi de la métaphore du désert par le récit nationaliste visait à légitimer et à reproduire des relations sociales d'exploitation et de domination. Le terme de « désert » représentait *per se* une relation de pouvoir. Parler ainsi de l'intérieur impliquait de refuser tout statut de citoyen aux indigènes et donc, aussi le fait qu'ils puissent être des interlocuteurs politiques légitimes ou des partenaires commerciaux⁴⁷. L'État s'appropriait le monopole des dénominations en imposant aux indigènes l'universalité de ses catégories territoriales. À la différence des empires coloniaux, l'État moderne argentin ne cherchait pas tant à dominer les individus quant à étendre sa domination sur de nouveaux territoires et les réhabiliter par l'introduction de colons. En catégorisant leurs territoires comme autant de déserts, il cherchait donc à inférioriser toute organisation socio-politique échappant aux schémas d'interprétation propres à la culture européenne dominante⁴⁸.

La « désertification » de l'intérieur revenait à l'imposition sur la réalité socio-culturelle indigène d'un ensemble de représentations sociales et de symboles qui contribuaient à les rendre invisibles⁴⁹. Dans la perspective institutionnelle la métaphore du désert permettait à l'État-nation d'exercer sur ces espaces une domination discursive avant même qu'effective⁵⁰. L'usage du terme de « désert » traduisait donc un projet politique volontariste de conquête de l'intérieur de la part de l'État-nation.

Le terme de « désert » cachait ainsi un univers de significations qui relevaient essentiellement du mépris éprouvé par les idéologues de la nation argentine contre des populations indigènes de l'intérieur. C'est ainsi que tout au long du « Processus

⁴⁶ NAVARRO FLORIA Pedro, « El desierto y la cuestión del territorio en el discurso político argentino sobre la frontera Sur », in *revista Complutense de Historia de América*, vol. 28, 2002, p. 139-168.

⁴⁷ QUIJADA Monica, 1998, *op. cit.*

⁴⁸ NAVARRO FLORIA Pedro, 2002, *op. cit.*

⁴⁹ SPOTA Julio Cesar, « Los fortines en la frontera chaqueña (1862-1884). Un enfoque desde la antropología histórica en relación con la teoría de las organizaciones », in *Memoria Americana*, vol. 17, n° 1, 2010, p. 85-117.

⁵⁰ ZUSMAN Perla, « La alteridad de la nación. La formación del territorio del Noroeste del Rio Ohio en los Estados Unidos (1787) y de los Territorios Nacionales en Argentina (1884) », in *Documents d'analisi geogràfica*, vol. 56, n° 3, 2010, p. 503-524.

d'organisation nationale⁵¹ », des catégories dichotomiques comme centre/intérieur ou encore civilisation/barbarie furent utilisés comme des outils opérationnels au service de l'idéologie politique nationaliste⁵². Ces catégories socio-politiques contribuèrent à « inventer » une nation argentine essentiellement formée par des immigrants, construite en opposition au désert et à la barbarie que celui-ci engendrait, et bâtie sur le rejet de l'altérité indigène. Puisque ces catégories n'étaient pas remises en cause, elles devinrent réelles. Globalement acceptés mais surtout imposées, elles cachaient, derrière les concepts de modernité et de patriotisme, la domination qu'elles entraînaient. Cependant, pour que l'État argentin réalise ses aspirations à entrer dans « le giron des nations civilisées⁵³ », il lui fallut trouver la manière d'effacer ou de détruire la part de barbarie qui restait en son sein. Dès lors, la soumission des indigènes et de leurs territoires se constitua en moyen non seulement de trouver « une nation pour le désert argentin⁵⁴ », mais aussi de donner « un désert à la nation argentine⁵⁵ ».

Dans un contexte politique pourtant encore marqué par les guerres fédérales des décennies précédentes, la question de la disparition du désert, et par ricochet des indigènes, constituait la condition *sine qua non* de la construction d'une nation culturellement homogène et de l'élimination de tout élément d'arriération ne partageant pas les fondements de la vie civilisée. En même temps, postuler l'existence du désert, et par ricochet des indigènes, comme un problème d'État permettait à l'appareil institutionnel argentin encore en phase de formation d'élargir son champ d'action dans la régulation de la vie sociale nationale⁵⁶. Ainsi, dans le souci d'adhérer à la matrice État-nation-territoire héritée et importée d'Europe, qui postulait le territoire comme condition d'existence d'un État, les hommes politiques argentins inventèrent non seulement une nation mais aussi un territoire, et encore plus un désert⁵⁷.

⁵¹ Par processus d'« organisation nationale » on fait communément référence à la période qui va de 1853 à 1880, donc de la signature de la Constitution fédérale post-rosiste à la conquête des territoires indigènes du Sud et du Nord. C'est dans cette période qu'on commence à fabriquer une identité nationale et à poser les bases pour l'organisation de l'État au travers de l'annexion de nouveaux territoires et par la constitution d'un marché unifié, dans le but d'intégrer le pays dans le capitalisme mondial.

⁵² GROSSO Jorge Luis, *op. cit.*

⁵³ QUIJADA Monica, *op. cit.*

⁵⁴ HALPERIN DONGHI Tullio, *Una nación para el desierto argentino*, Buenos Aires, Biblioteca Básica Argentina, 1980.

⁵⁵ RODRIGUEZ Fermin, *Un desierto para la Nación. Escritura del vacío*, Buenos Aires, Eterna Cadencia, 2013.

⁵⁶ OSZLAK Oscar, 1997, *op. cit.*

⁵⁷ LOIS Carla, 1999, *op. cit.*

Aux yeux du jeune État argentin et plus encore de l'élite politico-économique au pouvoir la conquête des territoires indigènes se posait donc comme une question très urgente non seulement en termes de construction de la Nation, mais aussi comme manière de consolider un territoire national qui encore dans les années 1870 n'existait que sur les cartes. L'annexion du désert devint fondamentale pour que l'État-nation argentin puisse consolider non seulement ses frontières vis-à-vis des puissances étrangères – et ainsi résoudre la « préoccupation territoriale⁵⁸ » commune à tous les États latino-américains qui venaient d'obtenir leur indépendance – mais aussi ses frontières ethniques, vis-à-vis des peuples indigènes qui peuplaient ces déserts et étaient perçus comme un frein à l'entreprise civilisatrice.

Or, pendant le Processus d'organisation nationale, la manière dont l'État-nation argentin récemment formé se devait d'envisager et d'incorporer les indigènes et leurs territoires – ou bien, selon la rhétorique dominante, les déserts qu'ils peuplaient – nourrit longtemps le débat sans qu'on trouve une réponse tranchée. Au lieu de chercher une réponse dans la forme plus ou moins violente des relations que l'État entretenait avec les indigènes du Nord et du Sud, les élites au pouvoir cherchaient une solution globalement viable et applicable de manière homogène à la multiplicité des peuples indigènes distribués le long et au-delà des frontières nationales. Pour certains, il s'agissait de négocier des territoires avec les indigènes afin de limiter leurs incursions et les vols de bétail. Pour d'autres, il valait mieux intégrer ces mêmes indigènes à la « civilisation » à laquelle ils auraient pu se révéler utiles dans un avenir proche comme main d'œuvre bonne marché. D'autres enfin envisageaient la disparition de ces populations encore insoumises et souhaitaient la colonisation de leurs territoires par des immigrants européens⁵⁹. Si tous ces positionnements alimentaient plus ou moins inconsciemment la construction d'une altérité indigène à laquelle s'opposait la civilisation européenne, ils reposaient sur la nécessité pour l'Argentine d'annexer de nouveaux territoires afin de développer son économie fondée sur le secteur primaire.

⁵⁸ Cette expression fait référence au fait que les États latino-américains se devaient de fixer leurs limites géopolitiques et les ériger en frontières nationales afin de légitimer leur pouvoir vis-à-vis des puissances voisines qui elles aussi passaient par une phase de gestation et d'expansion territoriales sur des espaces encore largement méconnus et sous contrôle des populations indigènes. NAVARRO FLORIA Pedro, « Continuidad y fin del trato pacífico con los indígenas de la pampa y la Patagonia en el discurso político estatal argentino (1853-1879) », in *Anuario IEHS*, n° 19, 2004, p. 517-537.

⁵⁹ VELUT Sébastien, 2004, *op. cit.*

Des cartes pour inventer le territoire, des campagnes pour le conquérir

Jusqu'à la moitié des années 1870, les imaginaires concernant les indigènes et leurs territoires étaient encore très variés et la politique de l'État vis-à-vis des frontières très ambiguë⁶⁰. Ce d'autant que la Confédération argentine venait de se former et que les Provinces revendiquaient encore leur autonomie concernant les modalités d'interaction avec ces mêmes indigènes⁶¹. Pendant plusieurs années, la politique de l'État oscilla entre la volonté d'entretenir des relations pacifiques et la mise en œuvre d'un projet expansionniste agressif. Avant même que le choix d'annexer les territoires encore sous contrôle des populations indigènes soit fait – comme en témoigne la figure 02 –, l'État fédéral chargea des spécialistes de procéder à la cartographie du territoire national. Dans ce cadre, le français Victor Martin de Moussy inclut dans sa *Description de la Confédération Argentine* des planches représentant les territoires des Provinces aussi bien que ceux auxquels l'Argentine prétendait sans toutefois les avoir encore occupés. Il s'agissait du Chaco et de la Pampa-Patagonie, respectivement identifiés comme « Territoire indien du Nord » et « Territoire indien du Sud ».

⁶⁰ NAVARRO FLORIA Pedro, 2004, *op. cit.*

⁶¹ RATO Silvia, « Haremos lo posible para asegurar y tranquilizar la frontera. La defensa de la frontera bonaerense durante la década de 1850 », in Garavaglia Juan Carlos, Pro Juan y Zimmerman Eduardo (dir). *Las fuerzas de guerra en la construcción del Estado: América Latina en el siglo XIX*. Rosario, Prohistoria, 2012, p. 357-380.



Figure 02. Carte du Grand Chaco (territoire indien du Nord) et des contrées voisines⁶²

Dans le cas du Chaco, la fertilité des sols et la bonne qualité des pâturages étaient mises en avant, (figure 03), et le cartographe combla le vide de la région par une brève description de la région. Il y admettait la méconnaissance de l'environnement et des caractéristiques biogéographiques de la région de la part des colonisateurs. D'ailleurs, bien que dans son texte d'accompagnement il ait souligné que « le Chaco, abandonné aujourd'hui aux indigènes, touche à trois États sud-américains (...) et que cette région n'ait jamais cessé d'être habitée et possédée par les tribus indiennes » (1864), l'objectif de son commanditaire était clair. Au moyen de représentations cartographiques, il s'agissait pour l'État argentin de s'appropriier

⁶² Parue en 1865, elle représente l'entité territoriale connue depuis l'époque coloniale sous le nom de *Chaco Gualamba*. Le Chaco y est représenté comme un espace fermé, aux frontières extérieures nettement marquées alors qu'à l'intérieur la carte témoigne de la richesse ethnographique de la région. Pour justifier le manque de données le cartographe inscrit sur la carte que certaines zones sont encore « inexplorees ». À cela il ajoute dans le texte d'accompagnement que « sauf la navigation du Bermejo, établie et subventionnée par le gouvernement argentin, les tentatives faites pour la colonisation du Chaco sont incomplètes et se réduisent à peu de chose » (Victor Martin de Moussy, 1864).

ces espaces, au moins de manière symbolique, avant de procéder à leur annexion militairement.

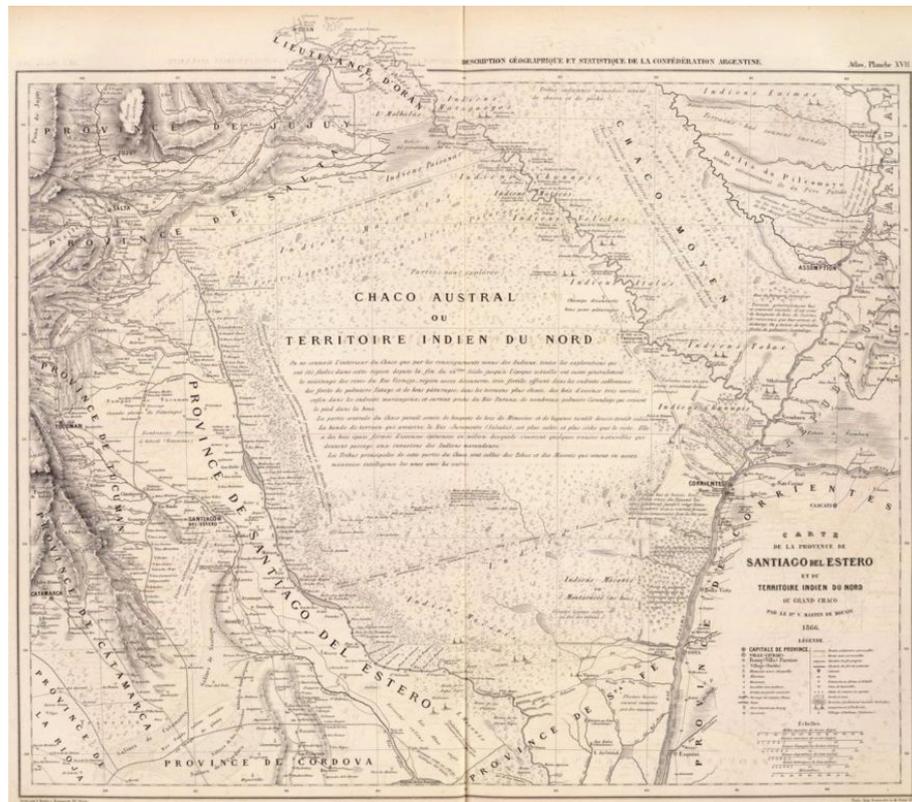


Figure 03. Carte de la Province de Santiago del Estero et du Territoire Indien du Nord ou Grand Chaco⁶³

La Loi 215 « d’avancement de la frontière contre les indigènes sur le fleuve Neuquén » approuvée par le Congrès national en 1867, est une preuve de l’attitude schizophrénique de l’État vis-à-vis des dits indigènes⁶⁴. Sa promulgation intervint après des années – parfois même de décennies ou des siècles – de tentatives avec quelques réussites, pour instaurer des rapports politiques et des relations d’échanges économiques durables avec les chefferies le long de la frontière Sud⁶⁵. Indépendamment de ces efforts de négociation, par le biais de cette loi l’État argentin déclarait son intention d’incorporer militairement (art. 1) la région de la Pampa et de repousser la frontière méridionale du pays jusqu’au Rio Negro. En même temps,

⁶³ Parue en 1866, cette carte montre la méconnaissance de ce territoire. Le cartographe souligne qu’elle a essentiellement été réalisée à partir des informations rapportées par des indigènes. Elle témoigne de la présence de nombreux indigènes distribués sur l’intégralité de la région. À ces riches données ethnographiques correspondent des descriptions génériques du milieu naturel, sensées justifier la nécessité de coloniser ces terres.

⁶⁴ NAVARRO FLORIA Pedro, 2004, *op. cit.*

⁶⁵ BOCCARA Guillaume, *op. cit.* ; LUCAIOLI Carina, NACUZZI Lidia, *op. cit.* ; RATTO Silvia, *op. cit.*

il préconisait de « concéder » des terres aux « tribus d'indigènes nomades » de la région pour assurer « leur existence fixe et pacifique » (art. 2).

Le pouvoir politique se donnait ainsi comme objectif de leur octroyer des terres pour les « fixer » et donc les rendre gouvernables, alors même que ces terres étaient encore sous leur contrôle. Au-delà de la volonté politique d'élargir le territoire national et de soumettre les indigènes, cette loi fut surtout voulue par l'élite agraire de Buenos Aires qui percevait la possibilité de tirer d'énormes avantages d'un tel déplacement de la frontière vers le Sud⁶⁶. Cela montre que pour les marges territoriales du pays la colonisation militaire n'était qu'un préalable à leur colonisation agricole. C'est ainsi que plusieurs projets en ce sens furent proposés aux cours des années 1860, mais la plupart restèrent inachevés à cause de l'engagement de l'armée nationale dans la Guerre de la Triple Alliance qui opposa entre 1864 et 1870 le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine d'une part, et le Paraguay de l'autre.

Dans ce contexte d'expansionnisme territorial « frustré⁶⁷ » parmi les buts proposés aucun ne pouvait véritablement être défini comme relevant d'une attitude défensive vis-à-vis des indigènes. Au contraire, il s'agissait toujours de projets de colonisation, même s'ils variaient dans leurs temporalités et les modalités envisagées. Ce, bien que le principal objectif affiché soit celui « d'assurer la frontière et tranquilliser les indigènes »⁶⁸. C'est ainsi que dans un premier temps et jusqu'à ce que le poste de ministre de la Guerre soit occupé par Adolfo Alsina, la stratégie de l'État consista à avancer par étapes successives sur les territoires indigènes tout en consolidant à chaque fois une nouvelle ligne de frontière. Comme l'illustre la figure 04, A. Alsina proposa de construire un fossé, rebaptisé « fossé d'Alsina » allant des Andes jusqu'à l'Océan atlantique, suivant le cours du fleuve Colorado. Ce projet fut fortement appuyé par les grands éleveurs qui possédaient des terres sur les aires transfrontalières et y voyaient une solution au « problème des indiens⁶⁹ ».

⁶⁶ Cela aurait impliqué une réduction des incursions des indigènes en même temps que serait apportée une réponse à la demande croissante de nouvelles terres pour l'élevage. HALPERIN DONGHI Tullio, 1980, *op. cit.*

⁶⁷ Cette expression est utilisée pour faire référence au fait qu'aucun acteur politique n'arrivait à imposer son projet de colonisation RATIO Silvia, *op. cit.*

⁶⁸ RATIO Silvia, « El frustrado proyecto de avance territorial del Estado nacional entre 1869 et 1872 », in *Memoria Americana*, vol. 19, n° 1, 2011, p. 89-115.

⁶⁹ BENEDETTI Alejandro, SALIZZI Esteban, *op. cit.*



Figure 04. Carte topographique de la Pampa et de la ligne de défense (actuelle et projetée) contre les indiens⁷⁰

Or, le projet de ce fossé, qui constituait une tentative pour marquer la limite entre les indigènes et la civilisation tout en reconnaissant un certain degré d'autonomie et de légitimité territoriale aux premiers s'adaptait mal à un discours officiel qui prenait de plus en plus d'envergure et prônait leur soumission et leur élimination. De plus, creuser un fossé relevait d'une conception de la frontière inadaptée à celle qui les séparait des colonisateurs. Il s'agissait en effet de marquer une limite fixe pour une frontière qui se caractérisait au contraire par sa porosité et était extrêmement floue. Malgré la difficile acceptation de l'utilité de ce fossé par la société argentine et les doutes concernant son efficacité qui y circulaient⁷¹, les travaux de construction commencèrent en 1876. Cependant, ils furent abandonnés dès

⁷⁰ Selon le projet, le fossé devait s'étirer sur 610 kilomètres, être profond de trois mètres et être complété par un terreplein de deux mètres construit avec la terre de l'excavation. Des fortins militaires devaient être placés sur les points d'accès et de traversée, qui auraient également servi de douanes pour réguler les échanges transfrontaliers. Le titre de cette carte est paradoxal au sens où on postule une stratégie de défense contre les indigènes, ce qui laisse présumer une future avancée de la frontière. Préparée en 1875 à l'occasion de l'Exposition universelle de Philadelphie, il est intéressant d'observer que si la topographie était à peu près connue pour la frange frontalière du territoire, au Sud du fleuve Colorado celui-ci était encore « inexploré », comme il est d'ailleurs indiqué.

⁷¹ GERSTNER Laura, « La línea de frontera entre barbaros y civilizados en la Argentina del siglo XIX : el caso de la zanja de Alsina. Una visión desde Google Earth y el aporte de los museos virtuales », in *Aracne*, n° 138, 2010.

1877 à la mort de son concepteur sans avoir infléchi véritablement les dynamiques frontalières opposant les indigènes à l'armée.

L'échec de ce projet constitua un tournant. Non seulement parce qu'il correspondit à la prise de fonction de Julio Argentino Roca en tant que ministre de la Guerre, mais aussi parce qu'il coïncida l'année suivante avec la confirmation de la possession par l'Argentine du Chaco jusqu'au fleuve Pilcomayo aux termes de la sentence arbitrale du président des États-Unis qui mit fin à la guerre de la Triple Alliance. Si la frontière était ainsi fixée en deçà des prétentions affichées par les Argentins, cette résolution leur permit néanmoins de libérer les troupes engagées face au Paraguay pour les diriger vers la Patagonie. Là, sous le commandement du Général J.A. Roca l'armée fut impliquée entre 1879 et 1882 dans une guerre sanginaire contre les indigènes. Ces campagnes, aussi connues sous le nom de « Conquête du désert » (figure 05), avaient un triple objectif. Tout d'abord, il s'agissait d'étendre la souveraineté argentine sur les « territoires indiens du Sud » également convoités par la puissance voisine, le Chili. En deuxième lieu, l'État-nation cherchait à éradiquer la présence indigène de Patagonie et à se lancer dans la voie du progrès, où il n'y avait pas de place pour les indigènes à moins qu'ils se soient « assimilés » à la société dominante.



Figure 05. Billet de 100 pesos⁷²

Cette offensive extrêmement efficace, s'appuyant sur un soutien logistique amélioré grâce aux chemins de fer, se traduisit par l'extermination programmée des indigènes et s'accompagna de la déportation des prisonniers et de la création de camps de travail où les enfants étaient

⁷² L'effigie avec la didascalie explicative (à gauche) « La Conquête du désert » représente le Général J.A. Roca à cheval entouré par ses militaires, tous armés de fusils ou d'épées, lors d'une des campagnes de colonisation de la Patagonie. Une deuxième didascalie (à droite) rappelle la figure de J.A. Roca « Militaire et homme d'État, réalisateur de la Campagne du désert en 1879, signa le traité de limites avec le Chili et fut deux fois président ».

éloignés de leurs familles⁷³. Autant de modes opératoires qui ont amené certains chercheurs à employer le terme de « génocide⁷⁴ » ou encore à identifier cette entreprise de colonisation comme une guerre génocidaire⁷⁵. En tout état de cause, la Conquête du désert permit à J.A. Roca de devenir Président en 1880 et marqua une nouvelle phase de construction de l'État-nation argentin.

En ce qui concerne le Chaco, précédée par des campagnes militaires ponctuelles qui avaient pour but de fixer une ligne de fortins au Sud du fleuve Bermejo et de récolter des informations sur les grandes étendues du « Territoire indien du Nord » encore inconnues des colonisateurs⁷⁶, l'« expédition Victorica » – du nom du Général Benjamin Victorica qui était à sa tête – débuta en 1880, pendant de la Conquête du Désert. Même si les violences ne manquèrent pas⁷⁷, la colonisation fut moins sanglante qu'en Patagonie. Les indigènes opposèrent moins de résistance, d'autant plus qu'une grande partie d'entre eux interagissait depuis longtemps avec les missions religieuses installées aux limites de la région et que certains étaient employés comme saisonniers dans les plantations de canne à sucre situés le long du piémont andin⁷⁸.

La colonisation du Chaco s'étala sur plusieurs décennies et ne se termina que par une dernière campagne militaire en 1917, puis avec la délimitation de la frontière nationale du Nord en 1938, à la fin de la Guerre du Chaco. Si en Patagonie le projet étatique avait consisté à éliminer physiquement les indigènes par leur extermination ou leur éloignement, au Chaco ils furent employés, ou mieux exploités, comme main d'œuvre dans les grandes exploitations et colonies agricoles⁷⁹. Bien que la Conquête de ces deux territoires se distinguât par ses temporalités et par les mécanismes d'incorporation des indigènes à la Nation, il est possible

⁷³ DELRIO Walter, « Del no-evento al genocidio. Pueblos originarios y políticas de Estado en Argentina », in *Eadem Utraque Europa*, n° 10/11, 2010, p. 219-254.

⁷⁴ BARTOLOMÉ Miguel Alberto, « Los pobladores del “desierto” genocidio, etnocidio y etnogenesis en la Argentina », in *Cuadernos de Antropología Social*, n° 17, 2003, p. 162-179.

⁷⁵ LENTON Diana, « Política indigenista argentina : una construcción inconclusa », in *Anuario Antropológico*, 2010, p. 57-97.

⁷⁶ La plus connue de ces expéditions fut celle conduite en 1870 par le Coronel Napoleón Uruburu. Partis de la ville de Jujuy, les militaires arrivèrent deux mois plus tard dans la ville de Corrientes longeant le cours du fleuve Bermejo après plusieurs affrontements avec des groupes d'indigènes.

⁷⁷ TRINCHERO Hugo Humberto, « Las masacres del olvido. Napalpí y Rincón Bomba en la genealogía del genocidio y el racismo de Estado en la Argentina », in *Runa*, vol. 30, n° 1, 2009, p. 45-60.

⁷⁸ TERUEL Ana, *Misiones, economía y sociedad en la frontera chaquena del Noroeste argentino en el siglo XIX*, Bernal, Editorial de la Universidad nacional de Quilmes, 2005.

⁷⁹ NACACH Gabriela, « La producción de imaginarios indígenas en el censo nacional de 1895 : Chaco y Tierra del Fuego en perspectiva comparada », in *Memoria Americana*, vol. 21, n° 2, 2013.

d'affirmer que le projet politique de l'élite au pouvoir fut le même. Il s'agissait de soumettre les indigènes et de contrôler leurs territoires afin de construire une nation homogène installée sur un territoire uniforme et aux frontières fixes.

C'est ainsi que le « vide scientifique », qui sur les cartes de Victor Martin de Moussy dénonçait la méconnaissance du vaste territoire du Chaco de la part des cartographes de la Vice-Royauté de le Plata et de l'appareil administratif du nouvel État argentin, laissa place à un « blanc politique ». Le blanc des nouvelles cartes ne disait plus l'inconnu mais servait à affirmer une maîtrise de cet espace par l'État. Ainsi, les planches de l'Atlas réalisé entre 1901 et 1906 par Carlos de Chapeaurouge (figure 06) marquèrent le passage du Chaco de désert inconnu à territoire représenté⁸⁰. Le contexte de conquête les transforma en outils efficaces pour la prise de contrôle de l'espace, faisant d'elles une démonstration de domination en même temps qu'une preuve de l'homogénéité identitaire nationale.

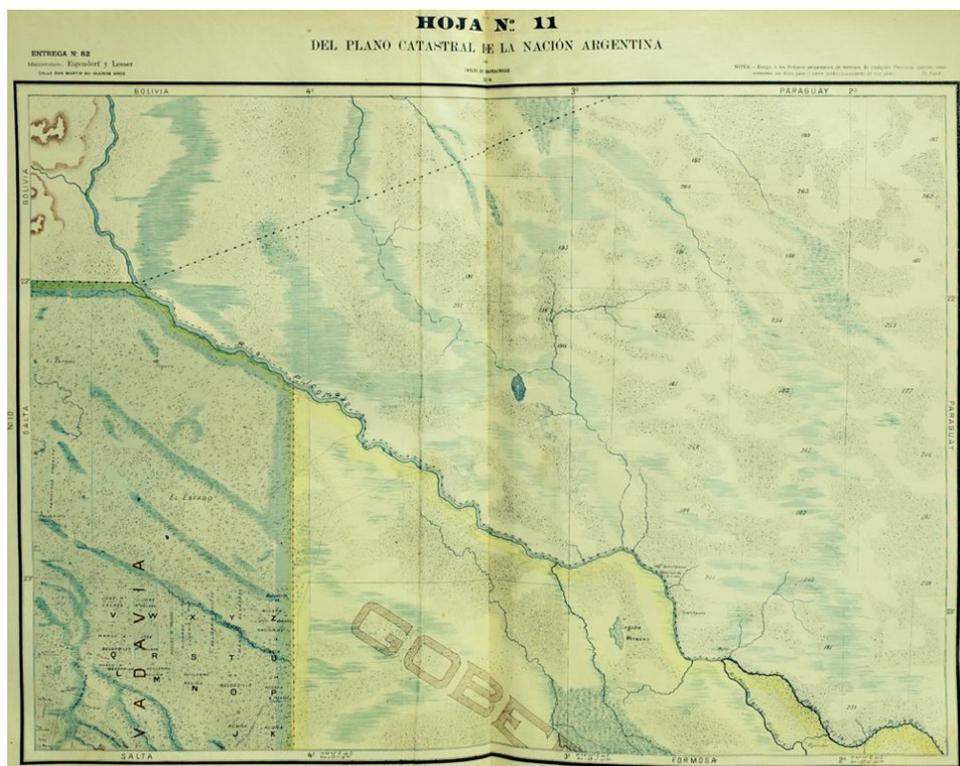


Figure 06. Atlas du plan cadastral de la Nation argentine⁸¹

⁸⁰ LOIS Carla, *De desierto ignoto a territorio representado. Cartografía, Estado y Territorio en el Gran Chaco argentino (1866-1916)*, Buenos Aires, Facultad de Filosofía y Letras UBA, 1998.

⁸¹ Le cartographe C. de Chapeaurouge vide le Chaco de tout toponyme à l'exception d'un seul, « l'État », qui ressort au milieu de la brousse, auprès de la limite entre Salta et Formosa sur la planche n° 11. Ainsi, il valide la colonisation de la région par l'État en même temps qu'il confirme la défaite/disparition des indigènes, dépossédés de leur souveraineté territoriale par ce simple toponyme. Ce faisant, il proclame la victoire et l'avancée de la Nation argentine sur les nations indigènes, désormais battues et surtout éliminés du Chaco.

Ce Chaco « blanchi » avait pour but d'attirer les investisseurs argentins et étrangers sur ces *no man's land* dont les indigènes avaient disparus. Ce qui était auparavant représenté comme des territoires encore sous le contrôle des indigènes, fut privé de leur présence. Ces nouvelles terres étaient prêtes à être soumises à une nouvelle phase de colonisation agricole, leur conquête militaire étant désormais achevée. Le vide des cartes était devenu réel. Le « Grand Chaco » auparavant construit et représenté comme l'espace de l'altérité indigène laissa sa place au « Chaco argentin », espace contrôlé et administré par les pouvoirs publics. Ce faisant, l'État déposséda les indigènes de leurs territoires à travers une campagne cartographique qui se révéla plus efficace que toute campagne militaire, laissant « carte blanche à la colonisation⁸² ».

Conclusion

Alors qu'en Argentine ni l'ethnie, ni la langue ni la culture n'étaient suffisants pour fonder une Nation et encore moins un État, c'est le territoire qui a joué le rôle de liant afin de former puis de souder la communauté nationale. Il a servi surtout comme « fiction fondatrice⁸³ » pour l'imaginaire nationaliste et hégémonique, en devenant le réceptacle d'une nouvelle Nation en même temps qu'il a permis de fixer le périmètre d'action de l'État. Pour ce faire, ce dernier s'est approprié les marges territoriales du pays au moyen d'une entreprise cartographique destinée à annexer symboliquement des territoires encore sous contrôle des peuples indigènes, mais aussi d'une entreprise militaire qui a contribué à forger le mythe fondateur de l'identité nationale : celui d'un pays blanc, sans indigènes.

La conquête des marges a permis aux élites dominantes de donner un territoire à la Nation argentine et, par-là, se lancer dans l'entreprise de construction d'un appareil étatique dont la phase de gestation a duré encore plusieurs décennies. Si au début du XX^{ème} siècle le territoire national était cartographié au terme d'une entreprise d'appropriation, la présence étatique était encore très relative, sinon nulle, sur les marges. Désormais possession argentine, ces dernières ont continué et continuent de constituer autant d'espaces de l'altérité dont l'État-nation a besoin pour entretenir un récit hégémonique fondé sur les clivages entre des villes dynamiques et un intérieur enclavé et désertique, et par conséquent arriéré. En ce sens,

⁸² VELUT Sébastien, « Comment le Chaco devint blanc », in Laboulais-Lesage I. (ed.), *Comblent les blancs de la carte. Modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVI^e-XX^e siècle)*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2004, p. 269-290.

⁸³ SHUMWAY Nicolas, *op. cit.*

le Chaco comme la Patagonie en tant que « déserts » susceptibles d'être mis en valeur dans un avenir proche servent pour donner un nouvel élan à l'image d'un État-nation toujours jeune, sans cesse lancé sur la voie du progrès sans que celui-ci ne soit jamais véritablement atteint. Pour cela, il est légitime d'affirmer que la matrice État-nation-territoire, au moins dans le cas argentin, est loin d'être un ensemble figé, et qu'elle est toujours structurante et déclinable selon les besoins de l'élite au pouvoir.

Références

- ALBERDI Juan Bautista, *Bases y puntos de partida para la organización política de la Republica Argentina*, Buenos Aires, Biblioteca del Congreso de la Nación, 1852.
- ALBÉRÈS René Marill, *Argentine : un monde, une ville*, Paris, Hachette, 1957, p. 195.
- ARENALES José, *Noticias históricas y descriptivas sobre el gran país del Chaco y río Bermejo ; con observaciones relativas a un plan de navegación y colonización que se propone*, Montevideo, Departamento telegráfico, 1849.
- ARENT Albert, « La République argentine d'aujourd'hui et son avenir », in *Le Globe. Revue genevoise de géographie*, t. 44, 1905, p. 93-113.
- BARTOLOMÉ Miguel Alberto, « Los pobladores del “desierto” genocidio, etnocidio y etnogenesis en la Argentina », in *Cuadernos de Antropología Social*, n° 17, 2003, p. 162-179.
- BENEDETTI Alejandro, SALIZZI Esteban, « Fronteras en la construcción del territorio argentino », in *Revista colombiana de geografía*, vol. 23, n° 2, 2014, p. 121-138.
- BERNABÉU Salvador, GIUDICELLI Christophe, HAVARD Gilles (dir.), *La indianización. Cautivos, renegados, misioneros y « hommes libres » en los confines americanos (Siglos XVI-XVIII)*, Madrid, Doce Calles, 2013.
- BOCCARA Guillaume, « Génesis y estructura de los complejos fronterizos euro-indígenas. Repensando los márgenes americanos a partir (y más allá) de la obra de Nathan Wachtel », in *Memoria Americana*, vol. 13, 2005, p. 21-52.
- BOHOSLAVSKY Ernesto, « Territorio y nacionalismo en Argentina. 1880-1980 : del espacio al cuerpo nacional », in *Encuentro de latinoamericanistas Españoles*, halshs-00104225, 2006.
- CHIARAMONTE José Carlos, « Formas de identidad en el Río de la Plata luego de 1810 », in *Boletín del Instituto de Historia Argentina y Americana Dr. E. Ravignani*, n° 3/1, 1989.
- DASSO Maria Cristina, « Memorias y representaciones sobre el criollo del chaco argentino », in *Confluente*, vol. 2, n° 2, 2010, p. 236-253.
- DE LA SERNA Guillermo, *1500 kilómetros a lomo de mula. Expedición Victorica al Chaco (1884-1885)*, Buenos Aires, Imprenta López, 1930.
- DELRIO Walter, « Del no-evento al genocidio. Pueblos originarios y políticas de Estado en Argentina », in *Eadem Utraque Europa*, n° 10/11, 2010, p. 219-254.
- DENIS Pierre, *La République argentine. La mise en valeur du pays*, Paris, Armand Colin, 1920.

DI MÉO Guy, « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités », in *Annales de Géographie*, t. 113, n° 638-639, 2004, p. 339-362.

FONTANA José Luis, *El Gran Chaco*, Buenos Aires, Ostwald y Martínez, 1881.

GALLUCCI Lisandro, « La extensión del federalismo sobre el desierto argentino. Los debates parlamentarios en la sanción de la Ley de Territorios Nacionales (1884) », in *Anuario de Estudios Americanos*, vol. 72, n° 2, 2015, p. 693-722.

GERSTNER Laura, « La línea de frontera entre barbaros y civilizados en la Argentina del siglo XIX : el caso de la zanja de Alsina. Una visión desde Google Earth y el aporte de los museos virtuales », in *Aracne*, n° 138, 2010.

GROSSO Jorge Luis, *Indios muertos, Negros invisibles. Hegemonía, Identidad y Añoranza*, Córdoba, Encuentro Grupo Editor, 2008.

GUERMOND Yves, « L'identité territoriale : l'ambiguïté d'un concept géographique », in *L'Espace géographique*, t. 35, vol. 4, 2006, p. 291-297.

HALPERIN DONGHI Tullio, *Una nación para el desierto argentino*, Buenos Aires, Biblioteca Básica Argentina, 1980.

JACQUES Amédée, *Excursion au rio-Salado et dans le Chaco. Confédération argentine*, Paris, Imprimerie de Pillet fils ainé, 1857.

LENTON Diana, « Política indigenista argentina : una construcción inconclusa », in *Anuario Antropologico*, 2010, p. 57-97.

LOIS Carla, *De desierto ignoto a territorio representado. Cartografía, Estado y Territorio en el Gran Chaco argentino (1866-1916)*, Buenos Aires, Facultad de Filosofía y Letras UBA, 1998.

LOIS Carla, « La invención del desierto chaqueño. Una aproximación a las formas de apropiación simbólica de los territorios del Chaco en los tiempos de formación y consolidación del Estado-nación argentino », in *Scripta Nova*, n° 38, 1999.

LOIS Carla, « Desierto y territorio : imágenes decimonónicas del gran Chaco argentino », in *Mundo de antes*, n° 2, 2001, p. 97-117.

LUCAIOLI Carina, « Alianzas y estrategias de los líderes indígenas abipones en un espacio fronterizo colonial (Chaco, siglo XVIII) », in *Revista Española de Antropología Americana*, vol. 39, n° 1, 2009, p. 77-96.

LUCAIOLI Carina, NACUZZI Lidia, *Fronteras. Espacios de interacción en las tierras bajas del sur de América*, Buenos Aires, Sociedad Argentina de Antropología, 2010.

LUNA Felix, *Conflictos y armonías en la historia argentina*, Buenos Aires, Grupo editorial Planeta, 1980.

LUNA Felix, *Los caudillos*, Buenos Aires, Grupo editorial Planeta, 1988.

NACACH Gabriela, « La producción de imaginarios indígenas en el censo nacional de 1895 : Chaco y Tierra del Fuego en perspectiva comparada », in *Memoria Americana*, vol. 21, n° 2, 2013.

NAVARRO FLORIA Pedro, « El desierto y la cuestión del territorio en el discurso político argentino sobre la frontera Sur », in *Revista Complutense de Historia de América*, vol. 28, 2002, p. 139-168.

NAVARRO FLORIA Pedro, « Continuidad y fin del trato pacífico con los indígenas de la pampa y la Patagonia en el discurso político estatal argentino (1853-1879) », in *Anuario IEHS*, n° 19, 2004, p. 517-537.

NAVARRO FLORIA Pedro, « La construction des territoires nationaux latino-américains vue depuis leurs marges », in *Amérique Latine. Histoire et Mémoire*, Les cahiers ALHIM, n° 16, 2008.

OSZLAK Oscar, « Reflexiones sobre la formación del Estado y la construcción de la sociedad argentina », in *Desarrollo Económico*, vol. 21, n° 84, 1982.

OSZLAK Oscar, *La formación del Estado argentino. Origen, progreso y Desarrollo nacional*, Grupo editorial Planeta, 1997.

PAZ Gustavo, *Las guerras civiles*, Buenos Aires, EUDEBA, 2010.

QUIJADA Monica, « La question indienne », in *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. 105, 1998, p. 305-323.

QUIJADA Monica, « Nación y territorio : la dimensión simbólica del espacio en la construcción nacional argentina, siglo XIX », in *Revista de Indias*, vol. 60, n° 219, 2000, p. 373-394.

RATTO Silvia, « El frustrado proyecto de avance territorial del Estado nacional entre 1869 et 1872 », in *Memoria Americana*, vol. 19, n° 1, 2011, p. 89-115.

RATTO Silvia, « Haremos lo posible para asegurar y tranquilizar la frontera. La defensa de la frontera bonaerense durante la década de 1850 », in Garavaglia Juan Carlos, Pro Juan y Zimmerman Eduardo (dir). *Las fuerzas de guerra en la construcción del Estado: América Latina en el siglo XIX*. Rosario, Prohistoria, 2012, p. 357-380.

RODRIGUEZ Fermin, *Un desierto para la Nación. Escritura del vacío*, Buenos Aires, Eterna Cadencia, 2013.

SARMIENTO Domingo Faustino, *Facundo. Civilización y barbarie*, Santiago de Chile, Imprenta del progreso, 1845.

SEGATO Rita, *La Nación y sus otros. Raza, etnicidad y diversidad religiosa en tiempos de Políticas de la Identidad*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2007.

SHUMWAY Nicolas, *La invención de la Argentina. Historia de una idea*, Buenos Aires, Emecé, 1993.

SPOTA Julio Cesar, « Los fortines en la frontera chaqueña (1862-1884). Un enfoque desde la antropología histórica en relación con la teoría de las organizaciones », in *Memoria Americana*, vol. 17, n° 1, 2010, p. 85-117.

TERUEL Ana, *Misiones, economía y sociedad en la frontera chaqueña del Noroeste argentino en el siglo XIX*, Bernal, Editorial de la Universidad nacional de Quilmes, 2005.

TRINCHERO Hugo Humberto, « Las masacres del olvido. Napalpí y Rincón Bomba en la genealogía del genocidio y el racismo de Estado en la Argentina », in *Runa*, vol. 30, n° 1, 2009, p. 45-60.

TRINCHERO Hector Hugo, VALVERDE Sebastian, « De la « guerra con el indio » a los pueblos originarios como sujetos sociales y políticos : del Centenario al Bicentenario argentino », in Trincherero Hector Hugo, Campos Muñoz Luis, Valverde Sebastian (dir.), *Pueblos indígenas, Estados nacionales y fronteras. Tensiones y paradojas de los procesos de transición contemporáneos en América Latina*, t. 1, Editorial de la Facultad de Filosofía y Letras Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, 2014, p. 175-222.

VELUT Sébastien, « L'Argentine : identité nationale et mondialisation », in *Annales de Géographie*, t. 113, n° 638-639, 2004, p. 489-510.

VELUT Sébastien, « Comment le Chaco devint blanc », in Laboulais-Lesage I. (ed.), *Comblir les blancs de la carte. Modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVI^e-XX^e siècle)*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2004, p. 269-290.

WRIGHT Pablo, « El Desierto del Chaco. Geografías de la alteridad y el estado », in Teruel A., Jerez O. (dir.), *Pasado y presente de un mundo postergado : estudios de antropología, historia y arqueología del Chaco y Pedemonte Surandino*, Jujuy, Universidad Nacional de Jujuy, 1998, p. 35-56.

WRIGHT Pablo, « Colonización del espacio, la palabra y el cuerpo en el chaco argentino », in *Horizontes antropológicos*, n° 19, 2003, p. 137-152

ZUSMAN Perla, « Desierto, civilización, progreso. La geografía del Gran Chaco y el proyecto político territorial de la formación del Estado argentino », in *Eria*, n° 51, 2000, p. 60-67.

ZUSMAN Perla, « La alteridad de la nación. La formación del territorio del Noroeste del Rio Ohio en los Estados Unidos (1787) y de los Territorios Nacionales en Argentina (1884) », in *Documents d'analisi geogràfica*, vol. 56, n° 3, 2010, p. 503-524.

Toutes les cartes ont été consultées à l'Archive national Mariano Moreno de Buenos Aires.